

Service Vétérinaire, Santé Protection Animale et  
environnement  
3 rue Jehan Pinard  
BP 19  
89000 Auxerre

Auxerre, le 30/08/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/08/2024

### **Partie nominative**

#### **TRADIVAL**

1 rue Jules RIMET  
89400 Migennes

Affaire suivie par : Christine LEGRAND-BRETON  
Téléphone : 03 86 72 69 27  
Courriel : ddetspp-env@yonne.gouv.fr  
Références : CLB/ID N°24 000 021  
Code AIOT : 0005401295

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 20/08/2024 de l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- IED-MTD

#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

• Christine LEGRAND-BRETON, Service Santé Protection Animale et environnement, SSPAE, inspectrice de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

Mme M. BROUILLARD (DRIEAT),  
MM. G. DUBOS (directeur du site), B. DURAND (responsable qualité environnement), J. ODDOUX (responsable environnement du groupe), D. DILLON (responsable maintenance du site) ,

Le courriel d'échange avec l'administration est [adv.migennes@sicarev.com](mailto:adv.migennes@sicarev.com).

L'inspecteur des installations classées



Christine LEGRAND BRETON

Vu et transmis, L'Adjointe à la Directrice,



Marie Christine WENCEL

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 20/08/2024 de l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

A la suite de l'examen de la prescription, il est nécessaire de fournir le **justificatif** permettant de prouver le respect de la conformité. Dans ce cadre, le justificatif suivant doit être transmis sous le délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous : apporter une explication au ratio anormalement élevé entre DCO et DBO5

Dans l'hypothèse où le justificatif ne serait pas fourni dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **STEP** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2006 article : 4

A la suite de l'examen de la prescription, il est attendu de l'exploitant de réaliser une **action corrective** dans le but d'une mise en conformité. Ainsi, sous un délai fixé dans le (ou les) point(s) de contrôle listé(s) ci-dessous, il est nécessaire de réaliser :

transmettre les résultats des analyses de contrôle du fonctionnement de la station de traitement des eaux usées en conformité avec l'article 5.4 de l'arrêté du 16 mars 2006

compléter l'étude technico-économique relative à la sobriété hydrique pour répondre aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté du 12 juillet 2023

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre de l'action corrective précitée, doivent être transmises sous le même délai.

Dans l'hypothèse où l'action corrective n'a pas été réalisée ou justifiée dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- **STEP** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2006 article : 5.4
- **Sobriété hydrique** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/07/2023 article : 1
- **Sobriété hydrique** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/07/2023 article : 1
- **Sobriété hydrique** - Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/07/2023 article : 1
- **dispositions générales** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004 article : 5

#### **Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**

Les informations manquantes dans l'étude technico-économique relative à la maîtrise des prélèvements d'eau pourront être complétées dans le document présentant les conclusions de l'étude de conformité aux meilleures techniques disponibles, qui doit être rendu au plus tard le 11 décembre 2024

Service Vétérinaire, Santé Protection Animale et  
environnement  
3 rue Jehan Pinard  
BP 19  
89000 Auxerre

Auxerre, le 30/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRADIVAL**

1 rue Jules RIMET  
89400 Migennes

Références : CLB/ID N° 24 000 021  
Code AIOT : 0005401295

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/08/2024 dans l'établissement TRADIVAL implanté 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inscrite dans le plan pluriannuel de contrôle.

Les thématiques abordées concernent l'autosurveillance des rejets aqueux, et le respect de l'arrêté complémentaire relatif à l'étude technico économique à rendre dans le cadre du plan « sobriété hydrique »

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRADIVAL
- 1 rue Jules RIMET 89400 Migennes
- Code AIOT : 0005401295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'un abattoir complété par un atelier de découpe de viande. Il est équipé de tours aéro réfrigérantes et d'une station d'épuration, dont le rejet final se fait dans la rivière Yonne, par le réseau des eaux pluviales de la commune de Migennes.

La réfrigération est faite par compression d'ammoniac, et de nombreux équipements des ouvriers nécessitent de l'air comprimé  
Enfin, les règles de sécurité alimentaire prévoient que les locaux et les outils soient nettoyés et désinfectés à la fin de chaque journée de travail.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'entretien des installations de traitement des eaux usées est insuffisant :

- accumulation de boues autour des installations de prétraitement ou de traitement des eaux usées
- nettoyage insuffisant du Canal Venturi dont les surfaces restent souillées par les dépôts de boues successifs
- Le contrôle de l'exutoire, par soulèvement de plusieurs regards montre l'absence de vérifications régulières : accumulation de poussières et de dépôts noirâtres, assimilables à

des boues sur la surface des regards.

Mme Brouillard relève le défaut de curage du bassin biologique depuis le début de son exploitation (2006), alors qu'une fréquence décennale est habituelle.

La présence de mousse est constatée dans l'effluent rejeté : l'exploitant évoque la présence de sang dans l'effluent à traiter. L'inspection rétorque que la réfection des zones de tuerie s'est accompagnée d'une amélioration de la collecte du sang, notamment issu des abattages rituels, et qu'il n'y avait pas de mousse au début de l'exploitation de la station de traitement.

Le déplacement de l'atelier de traitement des cuirs sur la zone initialement occupée par des bennes d'enlèvement de sous-produits n'a pas été notifiée au préfet. La présence de sel en dehors de la zone couverte et donc susceptible d'être entraîné avec les eaux météoriques vers les regards d'eaux pluviales est relevée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	STEP	AP Complémentaire du 16/03/2006, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	
3	STEP	AP Complémentaire du 16/03/2006, article 5.4	Demande d'action corrective	2 mois
5	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
6	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
12	dispositions générales	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	STEP	AP Complémentaire du 16/03/2006, article 5.2	Sans objet
4	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Sans objet
7	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Sans objet
8	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Sans objet
9	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Sans objet
11	Sobriété hydrique	AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la STEP :

- La fréquence des analyses prescrites pour l'autosurveillance de la station d'épuration est respectée, mais les analyses de validation ne sont pas suffisantes (as de validation de l'autosurveillance pour la DBO5).
- La qualité du fonctionnement de la station n'est pas objectivée par la réalisation d'une analyse de l'effluent entrant, permettant de mesurer la charge polluante entrant dans l'installation de traitement.
- Les non-conformités de résultats de mesures ou d'analyses sont récurrents : les actions correctives ou préventives ne sont pas mises en place.

Concernant l'étude technico économique relative à la maîtrise des prélèvements d'eau : L'étude a été rendue dans les délais prévus par l'arrêté préfectoral. Elle est incomplète :

- pas d'identification de l'origine de l'eau du réseau, pas de priorisation des usages
- absence de proposition d'actions temporaires en cas de déficit hydrologique, absence d'étude de possibilité de collecter et utiliser de l'eau de pluie pour certains usages
- pas d'étude de réduction de la quantité des rejets dans le milieu récepteur, de nature à permettre le respect des objectifs de qualité

L'entretien des abords est insuffisant

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : STEP

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, concentration et flux
<b>Prescription contrôlée :</b> Débit : 450 m <sup>3</sup> /j Tre : 30°C pH : entre 5,5 et 8,5 MES : 35 mg/l DCO : 125 mg/l DBO5 : 25 mg/l Ngl : 30 mg/l NtK du 01/05 au 30/09 : 15 mg/l NtK du 1/10 au 30/04 : 20 mg/l Pt : 2 mg/l
<b>Constats :</b> dépassements récurrents de plusieurs paramètres sans explication sauf pour le débit Le ratio entre DCO et DBO5 est anormalement élevé : habituellement de l'ordre de 2 à 3, les valeurs vont de 20 à 40 pour l'installation ( août 2023 et avril 2024, en moyenne 120 mg/l de DCO pour 3 mg/l de DBO5)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Apporter des éléments d'explication du ratio DCO/DBO5
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant



**N° 2 : STEP**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2006, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, validation autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux prélèvements et analyses définis ci-dessous. Pour les analyses, cet organisme doit être un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement. Afin de pouvoir valider l'autosurveillance, les analyses prévues à l'article 4 doivent être réalisées en plus des analyses définies ci-dessus.
<b>Constats :</b> Fait dans le cadre du suivi régulier des rejets. Les seules valeurs vérifiées sont celles mesurées en interne (MES, Nt et DCO).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Etendre la validation des autocontrôles à la mesure de DBO5
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : STEP**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2006, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fonctionnement de la station
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit procéder ou faire procéder, à ses frais, au contrôle du bon fonctionnement de sa station, au moyen de prélèvements d'échantillons représentatifs moyens, aux fins d'analyses par des méthodes normalisées, en amont et en aval de la station sur la totalité des paramètres visés à l'article 4. Le prélèvement en amont doit être réalisé dans le bassin tampon. Ce contrôle doit être réalisé 2 fois par an. L'exploitant peut, pour ce faire, utiliser les résultats des contrôles effectués par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.
<b>Constats :</b> Non réalisé
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, sobriété hydrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi qu'une étude technico-économique d'optimisation et de réduction de ces consommations.
<b>Constats :</b> Document transmis le 9 avril 2024
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, sobriété hydrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce diagnostic et cette étude technico-économique doivent aboutir à la présentation d'un plan d'action et à son échéancier de réalisation. Ce plan présentera des actions spécifiques de réduction des prélèvements dans le réseau public. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de déficit hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance.
<b>Constats :</b> Pas de proposition d'action ponctuelle en cas de déficit hydrologique dépassant les seuils de gravité définis par l'arrêté préfectoral DDT/SEE/2021/0030 du 27/05/2021
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> proposer des mesures temporaires à mettre en œuvre en cas de dépassement de seuil de gravité, en conformité avec les arrêtés "sécheresse" nationaux et départementaux
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> Déterminer : les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau ainsi que le type d'alimentation (nappe, milieu et ouvrage de prélèvement, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des dispositifs de pompage, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ; les caractéristiques du milieu de prélèvement
<b>Constats :</b> identification incomplète : alimentation à partir du réseau exclusivement sans mention de l'origine de l'eau
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> Déterminer : Les quantités d'eau indispensables aux processus industriels et de refroidissement Les quantités d'eau nécessaires [...] mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu Les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages, dont l'approvisionnement peut être suspendu en cas de déficit hydrique



<b>Constats :</b> différents postes de consommation bien identifiés, mais pas la priorisation des usages.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> Déterminer la possibilité de récupérer et d'avoir davantage recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages la possibilité de réutiliser l'eau déjà prélevée selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
<b>Constats :</b> Pas d'identification de la possibilité d'utiliser l'eau de pluie, non collectée sur le site Réutilisation d'eau de process mentionnée pour l'atelier "triperie"
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> Déterminer toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
<b>Constats :</b> absence de proposition dans le document transmis : l'exploitant évoque la réduction possible des fréquences de nettoyage des hébergements d'animaux vivants
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> préciser cette possibilité
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de rejets directs dans le milieu naturel, déterminer: toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, notamment baisse de débit du milieu récepteur. le cas échéant, toutes dispositions nécessaires au maintien du bon état écologique et chimique du milieu récepteur les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation, ainsi que le débit minimal du milieu récepteur, permettant de respecter les exigences de qualité applicables à ce cours d'eau
<b>Constats :</b> Aucune mention dans le document transmis

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Sobriété hydrique**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, diagnostic
<b>Prescription contrôlée :</b> Le diagnostic conclura sur une présentation technico-économique des actions à mettre en œuvre pour réduire les prélèvements et protéger le milieu aquatique en distinguant les actions pérennes des actions de crise. Chaque action présentera un gain chiffré pour le milieu aquatique (m3 économisé, flux de polluants...). Si des investissements sont nécessaires, un échéancier précisera les engagements de l'entreprise pour leur mise en œuvre.
<b>Constats :</b> échéancier présenté, certaines actions déjà mises en œuvre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> compléter les actions en fonction des conclusions de la révision au titre des MTD qui doit être présentée au plus tard en décembre 2024
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, entretien des abords
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).
<b>Constats :</b> Entretien des zones enherbées en cours au moment du contrôle Désherbage des abords des différentes installations insuffisant : autour du bassin tampon et du bassin hydrolyse, arrière des tours aéroréfrigérantes et du sprinklage, Certaines capacités ou rétentions sont insuffisamment ou mal dimensionnées et débordent facilement : débordement d'un bassin de décantation (fosse du prétraitement) sur une surface d'environ 30 m <sup>2</sup> à l'arrière du bâtiment abritant les installations de dégrillage et prétraitement, stockage de produits en dehors des rétentions, écoulement de "boues" au delà de la zone limitée, à proximité de l'escalier d'accès au bassin biologique Fosse à lisier jouxtant la station de lavage camions prête à déborder également
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nettoyer et dépolluer le cas échéant les abords des différentes installations Le cas échéant, modifier, agrandir, mettre en place les rétentions qui s'imposent
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois